

PJ n°12. - Eléments permettant d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes**NOTA : ARRETE PREFECTORAL DU 19/10/1998, AUTORISANT LE SYNDICAT MIXTE DE PORT JEROME A PROCEDER AUX TRAVAUX D'AMENAGEMENT DE LA ZAC DE PORT JEROME II,**

L'entrepôt Dufour respecte l'article 5 de cet arrêté: « Prescriptions Techniques », et notamment le 5.1 « Prescriptions relatives au remblaiement » :

Le terrain de la future ZAC sera remblayé partiellement jusqu'à la côte 5 m NGF environ soit au dessus de la côte atteinte par les plus hautes eaux connues dans ce secteur (4,96 m NGF).

Les remblaiements se limiteront aux seuls emplacements nécessaires à l'implantation des dessertes, stationnements et bâtiments.

Les matériaux utilisés devront être inertes et exempts de toute trace de pollution. En cas de doute sur leur provenance ou leur composition les services chargés de la Police de l'eau pourront demander des analyses particulières permettant de préciser leur qualité.

Dans les secteurs desservis par un assainissement autonome, l'épaisseur du remblai devra être de 1 m au minimum et la nature de ce dernier sera adapté à la mise en oeuvre de cette technique.

»

En effet le terrain qui accueillera la future extension de l'entrepôt et ses voiries a été remblayé avec des matériaux de dragage. Ces remblais permettent un préchargement des terrains en place afin de diminuer les tassements sous les futurs dallages et les voiries.

Ils seront arasés afin d'atteindre la cote projet du dallage de 5.30 m NGF, et les excédents seront évacués pour être utilisés sur une autre tranche d'extension ou un autre site.

Selon les coupes du projet fournies par l'architecte, le terrain naturel est à la cote de 3.65 à 3.78 m NGF sous l'emprise du projet.

L'assainissement des eaux usées étant envisagé par un système autonome, le projet respecte bien une épaisseur de 1 m de remblai. La nature de ces remblais (matériaux de dragage) est de plus compatible avec un assainissement autonome.

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 1
A1807.142		

1 SCHEMAS DIRECTEURS D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX PREVUS PAR LES ARTICLES L. 212-1 ET L. 212-2 ;

Le SDAGE Seine-Normandie - schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux - est un document de planification qui fixe les grandes orientations de la politique de l'eau sur le bassin de la seine et des cours d'eau côtiers normands. Depuis la loi de transposition de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) d'avril 2004, les plans locaux d'urbanisme (PLU), les schémas de cohérence territoriale (SCOT) et les cartes communales (CC) doivent être compatibles ou rendus compatibles avant fin 2012 avec « les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par les schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux » (L.122-1-12 du CU, à compter du 14 janvier prochain, L123-1, L124-2 du Code de l'Urbanisme). Les documents d'urbanisme sont un relais majeur pour assurer l'intégration des enjeux du SDAGE le plus en amont possible de la réalisation des aménagements et, in fine, pour garantir un aménagement du territoire compatible avec le bon état des eaux et des milieux aquatiques. Ils sont un complément indispensable aux procédures administratives attachées à la réalisation ponctuelle des aménagements – loi sur l'eau et Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) en particulier – qui fixent de façon plus détaillées les prescriptions applicables à chaque projet. La prise en compte des enjeux de l'eau en amont des politiques d'aménagement doit permettre d'éviter au maximum des contradictions lors de l'instruction des dossiers en aval : par exemple, ouvertures à l'urbanisation entraînant une augmentation de la capacité d'une station d'épuration urbaine rejetant dans un milieu déjà saturé...

Le SDAGE 2016-2021 accompagné du programme de mesures (PDM 2016-2021) est ainsi le plan de gestion demandé pour le deuxième cycle par la DCE.

Le SDAGE 2016-2021 Seine-Normandie a été approuvé par arrêté préfectoral le 1^{er} décembre 2015.

Il compte 44 orientations et 191 dispositions qui sont organisées autour de grands défis et leviers d'actions comme :

- Défi 1 : la diminution des pollutions ponctuelles :

Orientation 1 - Poursuivre la réduction des apports ponctuels de temps sec des matières polluantes classiques dans les milieux tout en veillant à pérenniser la dépollution existante :

Disposition D1.1 : Adapter les rejets issus des collectivités, des industriels et des exploitations agricoles au milieu récepteur :

Les zones de voiries, quais et dallages de l'entrepôt seront imperméabilisées. Les eaux pluviales issues de ruissellement éventuellement souillées par des hydrocarbures seront récupérées dans des réseaux EPv dédiés. Après traitement par séparateurs hydrocarbures, ces eaux rejoignent un bassin tampon de 935 m³ situé au sud du projet. Les eaux de surface de toiture sont collectées dans un réseau EP dédié, puis se versent dans le bassin tampon de 935 m³.

La création des deux cellules supplémentaires sera accompagnée de l'implantation de 2 micro-stations d'épuration de 10 EH. L'une au Nord pour la cellule à température contrôlée, et l'autre au Sud pour la cellule Sud.

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 2
A1807.142		

Les eaux issues des micro-stations rejoindront le réseau d'eau pluviale ou directement le bassin tampon de 935 m³.

Les rejets respecteront l'arrêté du 7 septembre 2009 qui fixe les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif de moins de 20 EH (DBO5 < 1,2 kg/j) et l'arrêté du 21 juillet 2015 pour les systèmes de plus de 20 EH (DBO5 > 1,2 kg/j).

Le bassin tampon aura un débit de fuite de 21 l/s à travers un régulateur de débit, soit 10 L/s/ha (surface totale du projet 2.1 ha dont 1.52 ha de surface active).

Orientation 2 - Maîtriser les rejets par temps de pluie en milieu urbain :

Disposition D1.9 Réduire les volumes collectés par temps de pluie :

Les eaux issues des toitures et espaces imperméabilisés rejoindront un bassin tampon de 935 m³ permettant de respecter le débit de fuite défini par le Schéma d'Assainissement de la ZI de Port Jérôme II et même un débit de fuite moindre.

- Défi 6 : Protéger et restaurer les milieux aquatiques humides
Orientation 18 - Préserver et restaurer la fonctionnalité des milieux aquatiques continentaux et littoraux ainsi que la biodiversité :
Disposition 6.83 : - Eviter, réduire et compenser l'impact des projets sur les zones humides :

L'extension de l'entrepôt sera implantée sur un terrain remblayé conformément à l'Article 5.1 de l'arrêté du 26 octobre 1998, d'autorisation de travaux de la ZAC de Port Jérôme II.

Une zone humide est toutefois recensée par la DREAL de Normandie avec de multiples partenaires (PNR, ONEMA, SAGE, DDTM, site internet : <http://carmen.application.developpement-durable.gouv.fr>) au droit du projet.

Ce recensement ne peut avoir valeur réglementaire mais constitue un outil de connaissance et d'alerte.

Ce recensement ne tient pas compte non plus de l'autorisation de remblaiement des terrains ici concernés et de leur état déjà remblayé ou non.

A l'origine, et notamment lors de la création de la ZAC de Port Jérôme II, les parcelles du projet DUFOUR, correspondaient à des terres agricoles (des communautés pâturées courtement inondables, sinon des plantations, ou des cultures) (voir étude Biotope).

Cette végétation n'était donc pas une végétation spontanée et ne pouvait servir de critère de détermination de zone humide.

Les parcelles du projet DUFOUR étant parmi d'autres, encore suspectées d'être en zone humide, un protocole est aujourd'hui en cours de réalisation entre Caux Seine Agglo, la DDTM et la DREAL pour définir les éventuelles mesures compensatoires à mettre en place à l'échelle de la ZAC.

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 3
A1807.142		

Des études ont donc été lancées en 2018 pour déterminer le caractère humide ou non de ces terrains selon un critère plus hydro-pédologique. Suivant les résultats, en concordance avec le SDAGE et le SAGE, des mesures compensatoires pourraient être mis en œuvre en concertation entre les différents acteurs en lien avec le projet DUFOUR.

Orientation 20 - Concilier la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre et l'atteinte du bon état :

Disposition 6.74 : Concilier le transport par voie d'eau, la production hydroélectrique et le bon état :

Le site bénéficiera de la proximité du port de marchandises de la ZAC de Port Jérôme II (moins de 300m de distance). Une part du trafic de marchandises pourra donc être reporté au niveau fluvial et maritime.

- Défi 7 : La Gestion de la rareté de la ressource en eau :

Orientation 31 : Prévoir une gestion durable de la ressource en eau

Disposition D7.134 Favoriser les économies d'eau et sensibiliser les acteurs concernés

Le choix des matériaux (sols, vitres, sanitaires) permettra de faciliter leur entretien et nettoyage et ainsi de limiter les consommations d'eau.

Les sanitaires seront équipés de chasses d'eau à double commande. Les robinets seront équipés d'économiseur d'eau.

Le personnel sera sensibilisé à l'utilisation et l'économie de l'eau.

- Défi 8 : Limiter et prévenir le risque d'inondation :

Orientation [SDAGE/PGRI] 34 - Ralentir le ruissellement des eaux pluviales sur les zones aménagées :

Disposition D8.142 Ralentir l'écoulement des eaux pluviales dans la conception des projets (2.B.1 PGRI)

La future extension et ses voiries seront associées à un nouveau bassin de tampon de 935 m³, qui leur sera entièrement dédié.

Il permettra de respecter le débit de fuite autorisé par le schéma d'assainissement de la ZI, soit **10 L/s/ha**.

Des mesures compensatoires ont été ou sont en cours de mise en œuvre par l'aménageur de la zone d'activité de Port Jérôme II (Communautés de Communes de Caux Vallée de Seine)

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 4
A1807.142		

2 SCHEMAS D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX PREVUS PAR LES ARTICLES L. 212-3 A L. 212-6 ;

Le bassin de la vallée du Commerce (rivière à 3,5 km à l'Est du site étudié) fait l'objet de la mise en place d'un SAGE spécifique, dont fait partie la commune de Saint-Jean de Folleville.

Le SAGE de la Vallée du Commerce a été approuvé par arrêté préfectoral le 14 octobre 2015.

Le règlement du SAGE de la vallée du Commerce est constitué de 3 règles :

- Article 1 Protéger les zones humides prioritaires du territoire
- Article 2 Maintenir les zones enherbées stratégiques
- Article 3 Stocker les produits d'épandage hors des axes de ruissellement

Concernant le premier règlement, la carte du SAGE ci-dessous montre que le projet est en dehors des zones humides prioritaires.

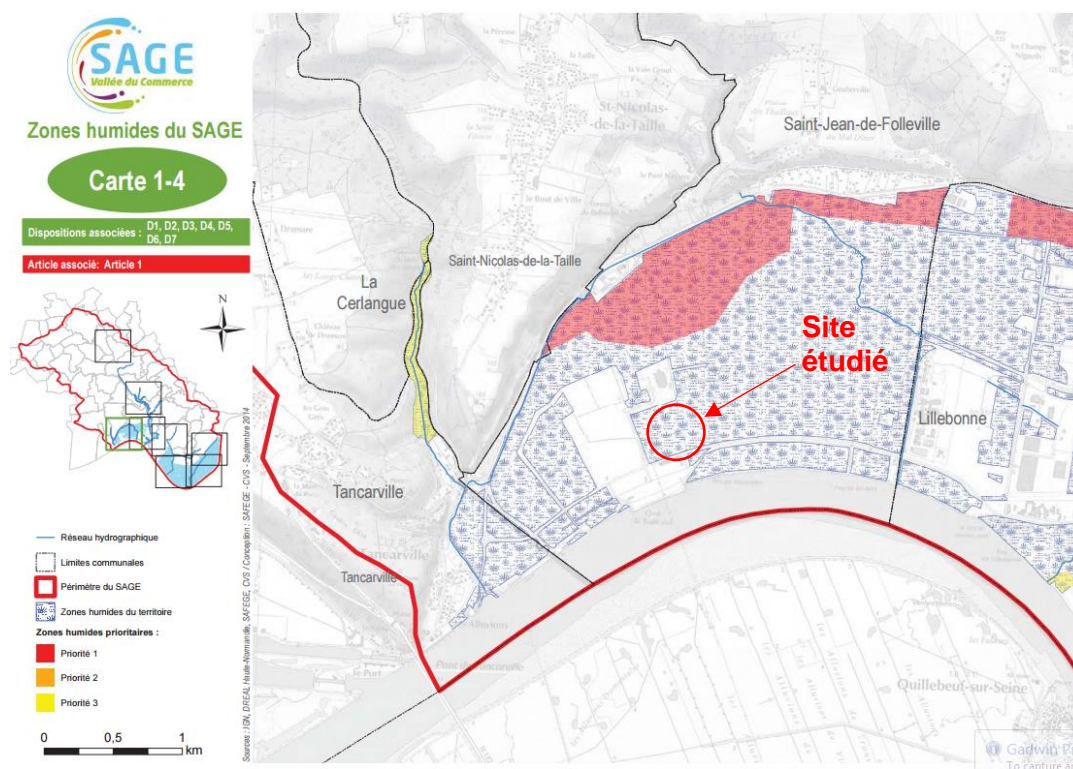


Planche 1 : extrait de l'atlas cartographique du SAGE (zones humides)

De même, le projet est en dehors des zones de maintien en herbe pour la lutte contre l'érosion.

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 5
A1807.142		

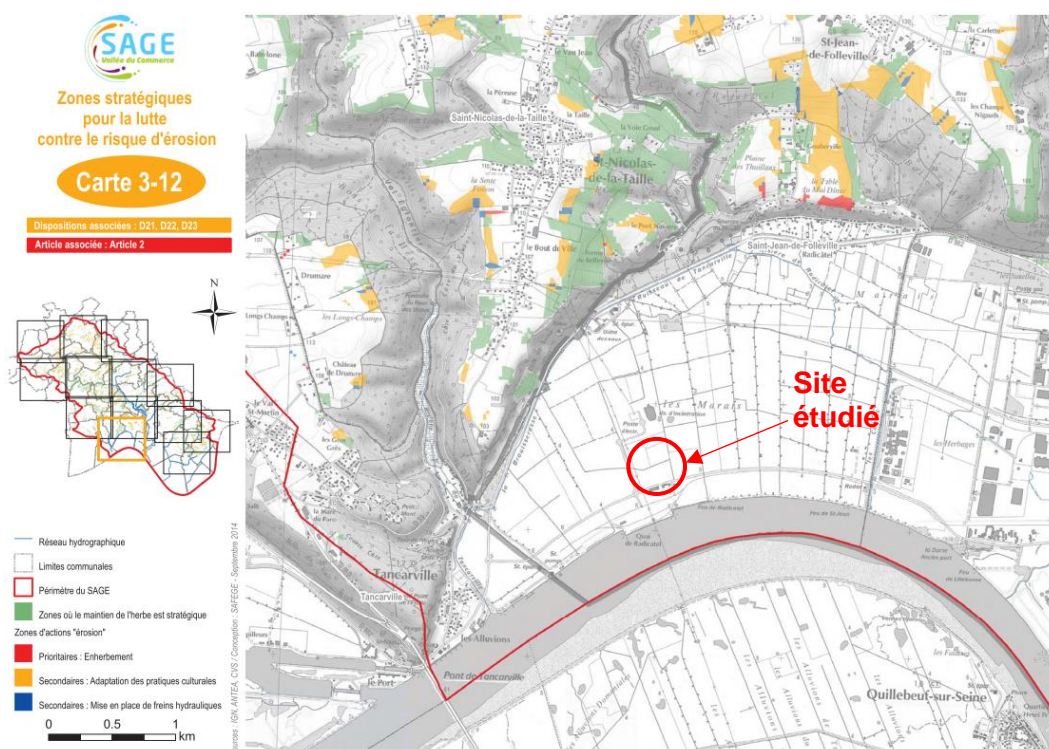


Planche 2 : extrait de l'atlas cartographique du SAGE (zones à maintenir en herbe)

Enfin le dernier règlement concerne le stockage des produits d'épandage. Le projet n'est donc pas concerné par ce dernier règlement.

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 6
A1807.142		

3 SCHEMA REGIONAL DES CARRIERES PREVU A L'ARTICLE L.515-3

Le schéma départemental des carrières de la Seine-Maritime a été approuvé par un arrêté préfectoral en date du 27 août 2014.

Les enjeux environnementaux ont été répertoriés et regroupés en trois grandes catégories :

- Classe I : Exclusion zones à fortes contraintes où l'exploitation de carrière n'est pas compatible sauf exception dans le tableau ci-dessous

- Classe II : Enjeux environnementaux forts zones de grande richesse environnementale où l'ouverture de carrière peut être autorisée sous réserve de la démonstration par l'étude d'impact de la conservation du caractère remarquable du site et de la proposition de mesures compensatoires

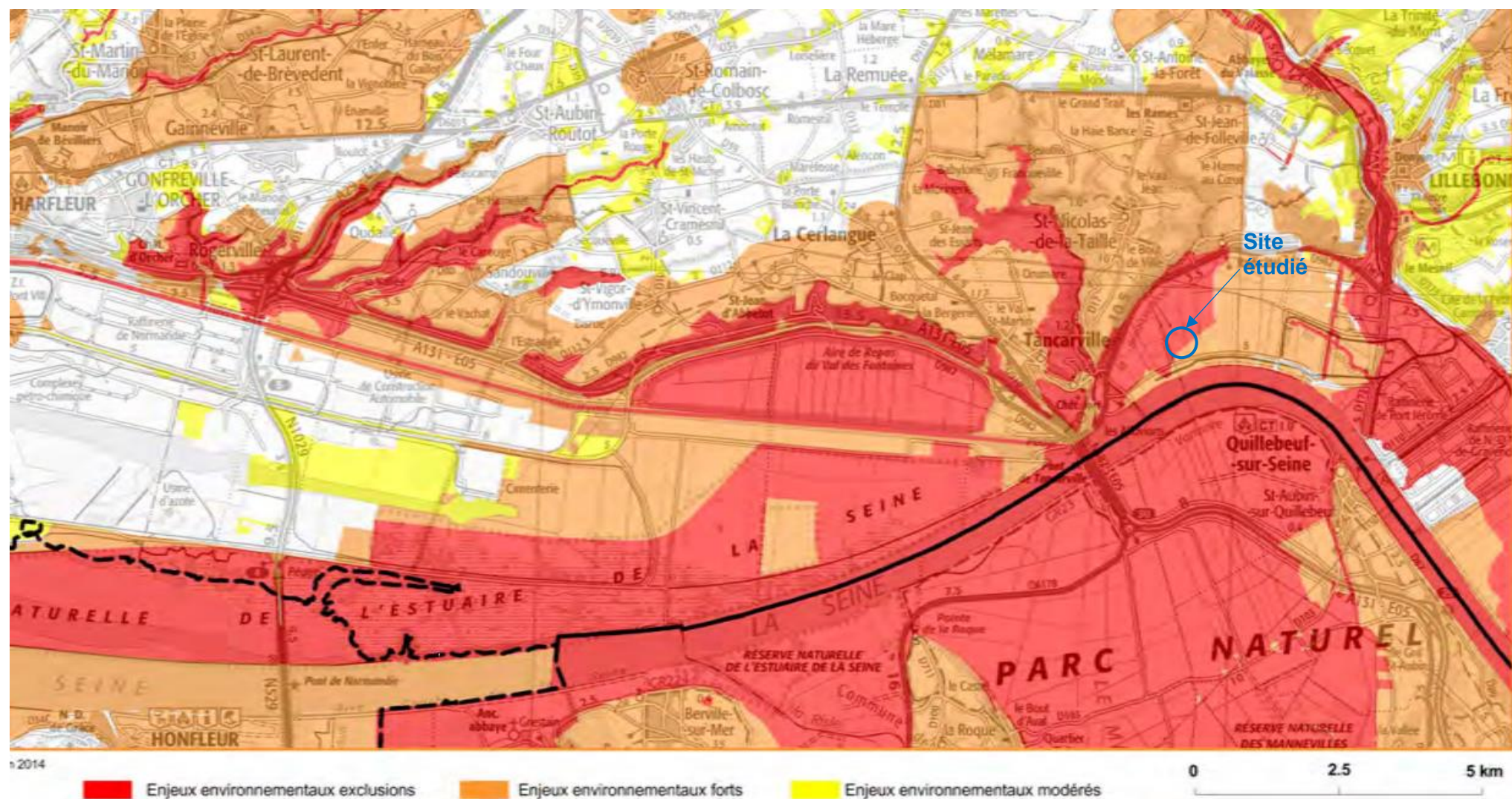
- Classe III : Enjeux environnementaux modérés zones de richesse environnementale où l'ouverture de carrière peut être autorisée sous réserve de la démonstration par l'étude d'impact de la conservation du caractère intéressant du site.

Selon les enjeux environnementaux établis dans le schéma départemental des carrières de Seine. Le projet se situe à la fois en classe I et II ce qui exclut presque totalement la possibilité d'exploiter le sous-sol du site.

Toutefois, même en classe I, dans les Zones humides en site Natura 2000 Seine Aval, certains dossiers de demande d'autorisation d'exploiter peuvent être déposés et instruits à condition qu'il n'existe pas de solutions de substitution à coût raisonnable et que les projets déposés jouxtent et/ou débordent le périmètre et que les dossiers révèlent une prise en compte environnementale particulièrement exemplaire des milieux naturels et des paysages dans les conditions d'exploitation et les dispositions écologiques d'un réaménagement durable.

Le PLU de Saint Jean de Folleville est prévalent sur le Schéma régional des Carrières.

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 7
A1807.142		



Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 8
A1807.142		

4 PLAN NATIONAL DE PREVENTION DES DECHETS PREVU PAR L'ARTICLE L. 541-11 ;

Le Plan National de Prévention des Déchets 2014 – 2020 a été approuvé par arrêté ministériel le 18 août 2014. Il ne concerne qu'indirectement les entreprises qui souhaiteraient mettre en place un outil de calcul des coûts de leurs déchets, ou mettre en place une charte volontaire pour encourager à la prévention des déchets.

Chaque locataire sera responsable de la gestion de ses déchets (Tri, recyclage, traitement par filière appropriée).

Les boues issues des séparateurs à hydrocarbures seront envoyées dans un centre de traitement adapté. C'est la société Dufour Entrepôt qui en aura la gestion.

5 PLAN NATIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DE CERTAINES CATEGORIES DE DECHETS PREVUS PAR L'ARTICLE L. 541-11-1 ;

Les activités de l'entrepôt existant avec sa future extension ne généreront pas de déchets particuliers autres que ceux les plus communs.

Les déchets non dangereux seront par exemple, des emballages (cartons, plastiques), des palettes bois usagées, des déchets assimilés aux déchets ménagers, des ordures ménagères. Les déchets dangereux seront par exemple : des tubes fluorescents et cathodiques usagés, du matériel informatique et électronique défectueux ou obsolète, des cartouches (imprimantes, photocopieurs) issus des bureaux.

Les locataires seront responsables de leur tri et de leur récupération par les filières adaptées.

Dufour Entrepôt s'assurera de la bonne gestion des déchets par les locataires.

6 PLAN REGIONAL DE PREVENTION ET DE GESTION DES DECHETS PREVUS A L'ARTICLE L. 541-13 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT

Né de la loi NOTRe du 7 août 2015, le Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) élargit les compétences des Régions en matière de déchets. La Région est désormais tenue de proposer une stratégie globale cohérente prenant en compte tous les types de déchets (hors déchets radioactifs) et tous les producteurs (particuliers, commerces, BTP)

Le PRPGD de Normandie est en cours d'élaboration.

L'enquête publique relative au projet de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD), diligentée par la Région Normandie, s'est clôturée le 2 juillet 2018

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 9
A1807.142		

A l'issue d'un processus de consultation réglementaire d'une année, les élus régionaux seraient donc en mesure d'adopter le PRPGD dès l'automne 2018, faisant de la Normandie la première région métropolitaine dotée d'une planification Déchets inédite, en lui permettant par là même de se conformer à la loi, la France étant sous la menace d'un contentieux européen en la matière.

7 PROGRAMME D'ACTIONS NATIONAL POUR LA PROTECTION DES EAUX CONTRE LA POLLUTION PAR LES NITRATES D'ORIGINE AGRICOLE PREVUS PAR LE IV DE L'ARTICLE R. 211-80 ; »

Le programme d'actions national a été consolidé par l'arrêté ministériel du 14 octobre 2016.

Le site étudié est dans le périmètre de la Petite Région Agricole (PRA), de la vallée de la Seine. Cette PRA est classée en zone A pour la mise en œuvre du 1° du II de l'annexe I de cet arrêté ministériel. (Prescriptions relatives aux effluents d'élevage)

Le site n'a aucune activité générant des nitrates.

8 PROGRAMME D'ACTIONS REGIONAL POUR LA PROTECTION DES EAUX CONTRE LA POLLUTION PAR LES NITRATES D'ORIGINE AGRICOLE PREVUS PAR LE IV DE L'ARTICLE R. 211-80 ; »

L'arrêté préfectoral du 28 mai 2014 et ses annexes n° 1, 2, 3 (voir lien DREAL), 4, 5, 6 établissent le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Haute-Normandie.

Les programmes d'actions régionaux du 5ème programme d'actions de Basse-Normandie et Haute-Normandie resteront en vigueur jusqu'à ce que le programme d'actions régional de Normandie du 6ème programme d'actions soit mis en application. Le 6ème programme d'actions de Normandie sera élaboré en 2017-2018 pour une mise en application prévue en septembre 2018.

Le site n'a aucune activité générant des nitrates.

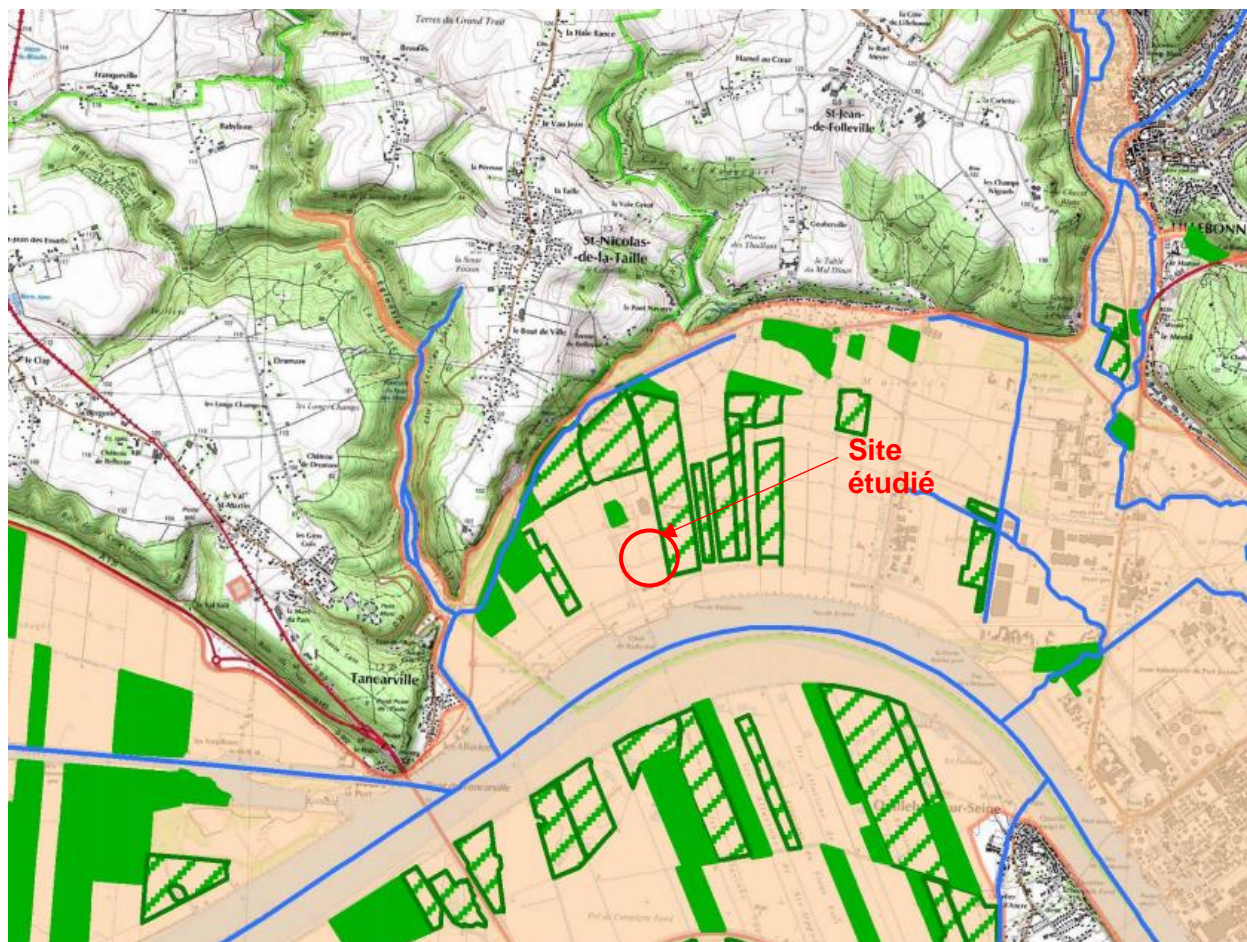
L'Arrêté 2012355-0002 du 20 décembre 2012 portant sur la délimitation des zones vulnérables aux pollutions par les nitrates d'origine agricole sur le bassin de la Seine et des cours d'eau côtiers normands place toutes les communes du 76 en zone vulnérable.

Selon l'arrêté du 28 mai 2014 consolidé,

Les prairies humides sont les surfaces déclarées en prairies (PN et PX) en 2013, incluses dans les zones humides recensées pour leur rôle positif sur la dénitrification. Elles doivent être maintenues en prairies.

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 10
A1807.142		

Localisation des ilots concernés par des surfaces en herbe à maintenir – Haute Normandie – Extrait zone 6



- **Le site étudié est en bordure d'un ilot mixte herbagé dans la zone humide. Il est donc compatible avec le PAR**

« la légende « îlot mixte herbagé située en zone humide » » = « La surface en herbe de chaque îlot devra être maintenue en herbe au sein de la zone humide. »

Selon l'arrêté du 28 mai 2014 consolidé,

- Le site étudié n'est pas concerné par les captages en zones d'actions renforcées. (ZAR).

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 11
A1807.142		

9 CONCLUSION :

Le site est compatible avec les plans, schémas et programmes mentionnés aux 9° de l'article R. 512-46-4, par lesquels il est concerné.

Enregistrement	SECURIT Ingénierie 1690 rue Aristide Briand – BP 62 76650 Petit Couronne	Page 12
A1807.142		